



PRÉFÈTE DE L'ESSONNE

PRÉFECTURE

DIRECTION DES RELATIONS
AVEC LES COLLECTIVITÉS LOCALES
BUREAU DES ENQUÊTES PUBLIQUES,
DES ACTIVITÉS FONCIÈRES ET INDUSTRIELLES

ARRÊTÉ

n° 2016/PREF/DRCL/BEPAFI/SSPILL/722 du 23 septembre 2016
mettant en demeure la Coopérative Agricole Île-de-France Sud de respecter les prescriptions de
l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de
céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des
poussières inflammables et de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales
applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4702
pour son établissement situé à CORBREUSE

LA PRÉFÈTE DE L'ESSONNE
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite
Chevalier du Mérite Agricole

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 21 avril 2016 portant nomination de Madame Josiane CHEVALIER, en qualité de préfète de l'Essonne,

VU le décret du 20 novembre 2014 portant nomination de M. David PHILOT, en qualité de secrétaire général de la préfecture de l'Essonne,

VU l'arrêté préfectoral n° 2016-PREF-MCP-042 du 6 juin 2016 portant délégation de signature à M. David PHILOT, Secrétaire Général de la préfecture de l'Essonne, Sous-Préfet de l'arrondissement chef-lieu,

VU l'arrêté préfectoral n° 860692 du 11 mars 1986 autorisant la société MINOTERIE DE PANDOUR à exploiter au lieu-dit "Le Trouvilliers" 91410 CORBREUSE, des activités relevant de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le récépissé de déclaration de succession délivré le 24 janvier 2000 à la Coopérative Agricole Ile-de-France Sud, pour l'exploitation au "Le Trouvilliers" 91410 CORBREUSE, des activités précédemment exploitées par la société MINOTERIE DE PANDOUR,

VU l'arrêté préfectoral n° 2002.PREF.DCL/0267 du 23 juillet 2002 portant imposition de prescriptions complémentaires pour le fonctionnement d'installations classées soumises à autorisation avec bénéfice de l'antériorité à la Coopérative Agricole Ile-de-France Sud à CORBREUSE et les GRANGES-le-ROI,

VU l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables,

VU l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4702,

VU le courrier préfectoral en date du 27 mai 2015 actualisant la situation administrative de la Coopérative Agricole Ile-de-France Sud,

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 18 juillet 2016, établi à la suite de la visite d'inspection effectuée le 4 juillet 2016, transmis à l'exploitant conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU le courrier préfectoral du 28 juillet 2016 transmettant à l'exploitant le rapport d'inspection susvisé et l'informant des mesures envisagées à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement,

VU l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du courrier préfectoral susvisé au terme du délai imparti,

CONSIDÉRANT que lors de la visite du 4 juillet 2016, l'exploitant n'a pas été mesure de justifier :

- de la levée des écarts relatifs à ses installations électriques, alors que le certificat Q18 mentionne que l'installation peut entraîner des risques d'incendie ou d'explosion,
- d'une vérification périodique du système de détection automatique d'incendie du bâtiment d'engrais solides,

CONSIDÉRANT que lors cette visite l'inspecteur a constaté la présence de matières combustibles dans le local de stockage secondaire d'engrais solides, et de poutres en bois dans les cases de stockages abîmées au niveau de la base dans le bâtiment d'engrais solides,

CONSIDÉRANT les enjeux en termes d'incendie et d'explosion,

CONSIDÉRANT que ces constats constituent un manquement aux dispositions des arrêtés ministériels des 29 mars 2004 et du 6 juillet 2006,

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la Coopérative Agricole Ile-de-France Sud de respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, de grains, de produits alimentaires ou de tout autre produit organique dégageant des poussières inflammables et de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4702 pour son établissement situé à CORBREUSE, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 de ce code,

SUR proposition du Secrétaire Général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} : La Coopérative Agricole Ile-de-France Sud, dont le siège social est situé ZI Morigny Les Rochettes 91150 ÉTAMPES, exploitant une installation de stockage de céréales et d'engrais sise "Le Trouvilliers" 91410 CORBREUSE, est mise en demeure de respecter :

dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté :

- l'article 4.3.1 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n°4702, en justifiant de la levée des écarts relatifs à ses installations électriques,
- l'article 4.8 de l'arrêté ministériel du 6 juillet 2006 en s'assurant qu'aucune matière combustible ne soit entreposée à proximité des stocks d'engrais solides et en justifiant des dispositions de maîtrise de risque acceptables relatives à la présence de poutres en bois dans les cases de stockage d'engrais solides.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1^{er} ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente (Tribunal Administratif de Versailles, 56 avenue de Saint-Cloud, 78011 VERSAILLES), dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de cette décision.

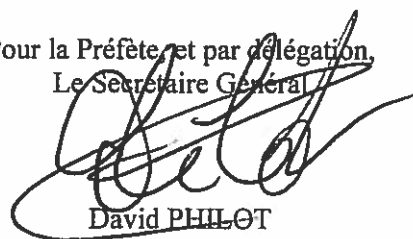
ARTICLE 4 : Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture,

Les inspecteurs de l'environnement,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui est notifié à l'exploitant, la Coopérative Agricole Ile-de-France Sud, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Essonne. Une copie est transmise pour information à Monsieur le Sous-Préfet d'ETAMPES et Monsieur le Maire de CORBREUSE.

Pour la Préfète, et par délégation,
Le Secrétaire Général



David PHILOT

